

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 217

[C - 98/29550]

26 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création du Conseil de coordination et des Conseils de zone de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu le décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative, modifié par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment l'article 8, § 2, 6°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 10 décembre 1990 de la Communauté française portant délégation de compétences en matière d'organisation de l'enseignement de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé un Conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, ci-après dénommé « le Conseil ».

Art. 2. § 1er. Le Conseil est composé comme suit :

1° le Directeur général adjoint du Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française, qui en assure la présidence;

2° l'Inspecteur chargé de la coordination de l'Inspection de l'enseignement de promotion sociale, qui en assure la vice-présidence;

3° le Directeur général adjoint du Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance;

4° un membre du service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale désigné, sur proposition dudit service, par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions;

5° le président de chacune des 6 zones visées à l'article 12;

6° le membre du secrétariat permanent du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale et de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale désigné par le Ministre pour le réseau d'enseigneemnt de la Communauté française;

7° le délégué du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Un membre suppléant est désigné pour chacun des membres effectifs visés au § 1er, 4° et 5°.

Les membres visés au § 1er, 1° à 6° ont voix délibérative.

L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique peut participer, avec voix consultative, aux réunions du Conseil.

§ 2. Lorsque des dossiers concernant le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale ou de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale ou la Cellule du Fonds Social Européen sont inscrits à l'ordre du jour du Conseil, la présence du (des) représentant(s) de l'enseignement de la Communauté française dans les organes précités peut être requise.

§ 3. Lorsque les dossiers concernant des problèmes statutaires sont examinés, la présence du Directeur général de l'Administration générale des personnels de l'enseignement peut être demandée.

Art. 3. Le Conseil a pour mission :

1° de communiquer au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, d'initiative ou à sa demande, des avis et des propositions sur toutes les questions relatives au fonctionnement et au développement de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française;

2° d'approuver et d'évaluer les expériences des projets d'établissement de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française;

3° d'approuver les propositions concernant l'harmonisation de l'offre d'enseignement de promotion sociale;

4° de formuler des propositions concernant les relations entre l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française et les milieux extérieurs, tels que notamment les milieux économiques et sociaux, les partenaires sociaux, la Commission Emploi-Formation-Enseignement;

5° de proposer à la Commission de la formation en cours de carrière visée à l'article 10 du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale des thèmes généraux de formation en cours de carrière;

6° d'introduire les dossiers pédagogiques de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 présentés par le Bureau exécutif visé à l'article 7;

7° de formuler, à la demande du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, des propositions en matière de planification et de programmation en interréseaux;

8° de présenter au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions les candidatures des membres du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale et du Président ou Vice-Président s'il échet;

9° de présenter au Ministre compétent les candidatures des membres de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale et du Président ou Vice-Président s'il échet;

10° examiner les avis et propositions émanant des Conseils de zone.

11° d'arbitrer les conflits au sein d'un Conseil de zone ou entre les Conseils de zone;

12° d'élaborer, à la demande du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, les positions du réseau à destination d'instances, telles que :

- a) le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;
- b) la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;
- c) le Fonds Social Européen;
- d) les Conseils supérieurs.

Art. 4. Le Conseil remplit ses missions visées à l'article 3 sur la base d'un consensus.

Lorsque celui-ci ne peut être atteint, il prend ses décisions, rend ses avis, formule ses propositions et accomplit toutes les missions visées à l'article 3, sur base d'un vote émis à la majorité des deux tiers des membres présents ayant voix délibérative.

S'il échec, une note de minorité est jointe.

Art. 5. Le Conseil peut constituer des groupes de travail en faisant appel à des membres de l'administration, à des membres de l'inspection ou à des membres des personnels des établissements d'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française.

Art. 6. Le Conseil fixe son règlement d'ordre intérieur, qui est soumis pour approbation au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 7. Il est créé un Bureau exécutif, ci-après dénommé « le Bureau » composé comme suit :

1° le Directeur général adjoint du Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française, qui en assure la présidence;

2° l'Inspecteur chargé de la coordination de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale;

3° le Secrétaire permanent visé à l'article 2, 6°;

4° un fonctionnaire, de rang 10 au moins, du Service général de l'enseignement de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit et de l'enseignement à distance.

Art. 8. Les missions du Bureau sont :

1° fixer l'ordre du jour des réunions du Conseil;

2° préparer les réunions du Conseil;

3° gérer la dotation et les périodes des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

Le délégué visé à l'article 2, 7° participe avec voix consultative aux réunions du Bureau.

Art. 9. Le secrétariat des réunions du Conseil, du Bureau et des groupes de travail visés à l'article 5 est assuré par un membre du personnel de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique.

Art. 10. Les frais de déplacement des membres du Conseil, du Bureau et des groupes de travail ainsi que les frais de fonctionnement sont à charge du Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 11. Les personnes participant aux réunions du Conseil, du Bureau ou des groupes de travail sont considérées comme étant en activité de service.

Art. 12. Il est créé 6 zones regroupant les établissements d'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française et définies comme suit :

1° la zone de Bruxelles, dont le ressort territorial correspond à la région de Bruxelles-Capitale;

2° la zone du Brabant wallon, dont le ressort territorial correspond à la Province de Brabant wallon;

3° la zone du Hainaut, dont le ressort territorial correspond à la Province de Hainaut;

4° la zone de Namur, dont le ressort territorial correspond à la Province de Namur;

5° la zone de Liège, dont le ressort territorial correspond à la Province de Liège, à l'exception du territoire de langue allemande;

6° la zone de Luxembourg, dont le ressort territorial correspond à la Province de Luxembourg.

Art. 13. Un Conseil de zone est installé dans chacune des 6 zones visées à l'article 12.

Les Conseils de zone se réunissent pour examiner ensemble l'offre d'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française.

Art. 14. Chaque Conseil de zone est composé comme suit;

1° les directeurs des établissements d'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française de la zone concernée;

2° un représentant du personnel enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation nommé à titre définitif et élu par ses pairs par établissement d'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française dont le siège se situe dans la zone considérée;

3° un membre du service d'inspection avec voix consultative, et désigné par le responsable du service d'inspection.

Art. 15. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions désigne, sur proposition du Conseil de zone, le président et le vice-président choisis parmi les membres du personnel directeur des établissements d'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française de la zone, nommés à titre définitif.

Ces propositions sont communiquées au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions, sous forme d'une double liste, l'une mentionnant le nom de deux candidats à la présidence, l'autre de deux candidats à la vice-présidence.

Art. 16. La première réunion de chaque Conseil de zone est convoquée et présidée par le doyen d'âge, chef d'établissement, qui fait parvenir les deux listes visées à l'article 15 alinéa 2 au Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions à une date fixée par ce dernier, et selon des modalités que celui-ci détermine.

Art. 17. Les mandats du président et du vice-président sont fixés à deux ans, renouvelables deux fois.

Chaque président d'un Conseil de zone siège comme membre effectif du Conseil. En cas d'empêchement motivé du président d'une zone, le vice-président de la zone concernée siège comme membres suppléant au Conseil.

Le Conseil de zone désigne un secrétaire et son sein.

Art. 18. Les missions du Conseil de zone sont :

1° communiquer au Conseil, d'initiative ou à sa demande, des avis et propositions sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française;

2° formuler et communiquer au Conseil des propositions relatives à l'harmonisation de l'offre de formation de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française, les autres réseaux et/ou les autres acteurs de formation;

3° proposer au Conseil des thèmes généraux de formation en cours de carrière;

4° favoriser l'harmonisation de l'offre de formation de l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française dans la zone;

5° évoquer les synergies entre l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française, les autres réseaux et d'autres acteurs de formation;

6° arrêter toute mesure et formuler toute suggestion visant à promouvoir l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française dans la zone;

7° favoriser les achats groupés dans la zone;

8° remettre un avis sur toute demande formulée par le Conseil visé à l'article 1er.

Art. 19. Le Conseil de zone remplit ses missions visées à l'article 18 sur base d'un consensus.

Lorsque celui-ci ne peut être atteint, il prend ses décisions, rend ses avis, formule ses propositions et accomplit toutes les missions visées à l'article 18 sur la base d'un vote émis à la majorité des deux tiers des membres présents ayant voix délibérative.

S'il échec, une note de minorité est jointe.

Art. 20. Les personnes participant aux réunions des différents Conseils de zone sont considérées comme étant en activité de service.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1998.

Bruxelles, le 26 septembre 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 217

[C - 98/29550]

26 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de Coördinatieraad en de Zoneraden voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijsgemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op artikel 8, § 2, 6°;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 december 1990 houdende overdracht van bevoegdheid inzake organisatie van het onderwijs van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een Coördinatieraad voor het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap bij het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, hierna « de Raad », opgericht.

Art. 2. § 1. De Raad wordt als volgt samengesteld :

1° de adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst voor pedagogische aangelegenheden, voor onderzoek inzake pedagogie en voor sturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, die de voorzitterschap ervan waarneemt;

2° de inspecteur belast met de coördinatie van de Inspectie van het onderwijs voor sociale promotie, die de ondervoorzitterschap ervan waarneemt;

3° de adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst van het onderwijs voor sociale promotie, het kunstonderwijs met beperkt leerplan en het afstandsonderwijs;

4° een lid van de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie, aangesteld, op de voordracht van genoemde dienst, door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort;

5° de voorzitter van iedere bij artikel 12 bedoelde zones;

6° het lid van het vast secretariaat van de Hogere raad van het onderwijs voor sociale promotie en de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie, aangewezen door de Minister voor het onderwijsnet van de Franse Gemeenschap;

7° de afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

Er wordt een plaatsvervangend lid aangewezen voor ieder bij § 1, 4° en 5° bedoeld lid.

De bij § 1, 1° tot 6° bedoelde leden zijn stemgerechtigd.

De Administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek kan met raadgevende stem aan de vergaderingen van de Raad deelnemen.

§ 2. Wanneer de dossiers betreffende de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie of de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie of de Cel Europees sociaal fonds op de agenda staan van de Raad, kan de aanwezigheid van de vertegenwoordiger(s) van het onderwijs van de Franse Gemeenschap in bovenvermelde organen vereist worden.

§ 3. Wanneer de dossiers betreffende statutaire aangelegenheden onderzocht worden, kan de aanwezigheid van de directeur-generaal van het Algemeen bestuur Personeel van het onderwijs aangevraagd worden.

Art. 3. De Raad heeft tot opdracht :

1° de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, op eigen initiatief of op diens aanvraag, adviezen en voorstellen mede te delen in verband met de werking en de ontwikkeling van het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap;

2° de experimenten betreffende de vestigingsprojecten van het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs goed te keuren en te evalueren;

3° de voorstellen betreffende de harmonisering van het aanbod inzake onderwijs voor sociale promotie goed te keuren;

4° de voorstellen betreffende de betrekkingen tussen het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs en de buitenmilieus, zoals namelijk de maatschappelijke en economische milieus, de maatschappelijke partners, de Commissie Betrekking-Opleiding-Onderwijs te formuleren;

5° de Bijscholingscommissie bedoeld bij artikel 10 van het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het directie- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie, algemene opleidingsthema's gedurende de loopbaan voor te stellen;

6° pedagogische dossiers van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 voorgedragen door het bij artikel 7 bedoeld Uitvoerend bureau in te dienen;

7° op aanvraag van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, voorstellen te formuleren inzake planificatie en programmatie tussen de verschillende netten;

8° de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, de kandidaatstellingen van de leden van de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie en van de Voorzitter of Ondervoorzitter desgevallend voor te leggen;

9° de bevoegde Minister de kandidaatstellingen voor de leden van de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie en van de Voorzitter en Ondervoorzitter desgevallend voor te stellen;

10° de adviezen en de voorstellen van de Zoneraden te onderzoeken;

11° de geschillen binnen een Zoneraad of tussen Zoneraden te beslechten;

12° op aanvraag van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, de standpunten van het net uit te bouwen ter bestemming van instanties, zoals :

a) de Hoge raad van het onderwijs voor sociale promotie;

b) de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie;

c) het Europees Sociaal Fonds;

d) de Hoge raden.

Art. 4. De Raad vervult de bij artikel 3 bedoelde opdrachten op basis van een consensus.

Wanneer deze niet kan worden bereikt, neemt de Raad zijn beslissingen, brengt adviezen uit, formuleert zijn voorstellen en vervult de bij artikel 3 bedoelde opdrachten, op basis van een stemming uitgebracht bij een tweederde meerderheid van de aanwezige leden die stemgerechtigd zijn.

Desgevallend wordt een minoriteitsnota toegevoegd.

Art. 5. De Raad kan werkgroepen instellen door een beroep te doen op bestuurs-, inspectie- of personeelsleden van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap.

Art. 6. De Raad bepaalt zijn eigen huishoudelijk reglement dat ter goedkeuring aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, wordt voorgelegd.

Art. 7. Er wordt een Uitvoerend bureau opgericht, hierna « het Bureau », samengesteld als volgt :

1° de adjunct-directeur-generaal van de Algemene dienst Pedagogische aangelegenheden, Onderzoek inzake pedagogie en sturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, die er de voorzitterschap van waarneemt;

2° de Inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie;

3° de Vast secretaris bedoeld bij artikel 2, 6°;

4° een ambtenaar, van minstens rang 10, van de Algemene dienst van het onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan en het afstandsonderwijs.

Art. 8. De opdrachten van het Bureau bestaan uit :

1° het bepalen van de dagorde van de vergaderingen van de Raad;

2° het voorbereiden van de vergaderingen van de Raad;

3° het beheren van de dotatie en van de lestijden van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

De bij artikel 2, 7° bedoelde afgevaardigde neemt met raadgevende stem deel aan de vergaderingen van het Bureau.

Art. 9. Het secretariaat van de vergaderingen van de Raad, van het Bureau en van de werkgroepen bedoeld bij artikel 5 wordt waargenomen door een personeelslid van het Algemeen bestuur van het Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 10. De verplaatsingskosten van de leden van de Raad, het Bureau en de werkgroepen alsook de werkingskosten worden ten laste gebracht van de Algemene dienst Pedagogische aangelegenheden, onderzoek inzake pedagogie en sturing van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap.

Art. 11. De personen die deel aan de vergadering van de Raad, het Bureau of de werkgroepen nemen, worden geacht als zijnde in dienstactiviteit.

Art. 12. Er worden 6 zonen opgericht voor de onderwijsinrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap en bepaald als volgt :

- 1° de zone Brussel, waarvan het territoriaal ambtsgebied samenvalt met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 2° de zone Waals Brabant, waarvan het territoriaal ambtsgebied samenvalt met de Provincie Waals Brabant;
- 3° de zone Henegouwen, waarvan het territoriaal ambtsgebied samenvalt met de Provincie Henegouwen;
- 4° de zone Namen, waarvan het territoriaal ambtsgebied samenvalt met de Provincie Namen;
- 5° de zone Luik, waarvan het territoriaal ambtsgebied samenvalt met de Provincie Luik, met uitzondering van het Duitse taalgebied;
- 6° de Zone Luxemburg, waarvan het territoriaal ambtsgebied samenvalt met de Provincie Luxemburg.

Art. 13. Er wordt een Zoneraad ingesteld in iedere van de 6 zonen bedoeld bij artikel 12.

De Zoneraden vergaderen om samen het aanbod aan onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap te onderzoeken.

Art. 14. Iedere Zoneraad wordt samengesteld als volgt :

- 1° de directeurs van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap van de betrokken zone;
- 2° een vertegenwoordiger van het vastbenoemd onderwijzend of onderwijshulppersoneel en verkozen door zijn gelijken voor elke onderwijsinrichting voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap waarvan de zetel zich in de betrokken zone bevindt;
- 3° een lid van de inspectiedienst met raadgevende stem, en aangewezen door de verantwoordelijke voor de inspectiedienst.

Art. 15. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, stelt, op de voordracht van de Zoneraad, de voorzitter en de ondervoorzitter, gekozen onder de leden van het bestuurspersoneel van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap, van de zone aan, die vastbenoemd moeten zijn.

Deze voordrachten worden medegedeeld aan de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, in de vorm van een dubbele lijst, de eerste waarvan de naam draagt van de twee kandidaten tot het voorzitterschap, de tweede van de twee kandidaten tot het ondervoorzitterschap.

Art. 16. De eerste vergadering van iedere Raad wordt bijéengeroepen en voorgezeten door het oudste lid qua leeftijd, hoofd van inrichting, die de twee lijsten bedoeld bij artikel 15, lid 2 aan de minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, laat geworden, en dit op een datum bepaald door de Minister en volgens door hem vastgelegde nadere regels.

Art. 17. De mandaten van voorzitter en ondervoorzitter hebben een twee maal hernieuwbare duur van twee jaar.

Iedere voorzitter van een Zoneraad zetelt als werkend lid van de Raad. Bij met redenen omkleede verhindering van de voorzitter van een zone, mag de ondervoorzitter van betrokken zone als plaatsvervangend lid van de Raad zetelen.

De Zoneraad wijst een secretaris in zijn eigen midden aan.

Art. 18. De opdrachten van de Raad zijn de volgende :

- 1° het mededelen aan de Raad, op eigen initiatief of op zijn aanvraag, van adviezen en voorstellen omtrent alle vragen met betrekking tot de werking van het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap;
- 2° het formuleren en het mededelen aan de Raad van voorstellen betreffende de harmonisering van het aanbod aan opleiding in het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap, de andere netten en/of de overige tussenkommende instanties/personen inzake opleiding;
- 3° het voorstellen aan de Raad van algemene thema's voor de opleiding tijdens de loopbaan;
- 4° het begunstigen van de harmonisatie van het aanbod aan opleiding van het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap in de zone;
- 5° het evoceren van de synergieën tussen het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap, de andere netten en de overige tussenkommende instanties/personen inzake opleiding;
- 6° het treffen van iedere maatregel en het formuleren van elke suggestie met als doel het promoten van het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap binnen de zone;
- 7° het bevorderen van gegroepede aankopen in de zone;
- 8° het uitbrengen van een advies omtrent elke aanvraag geformuleerd door de bij artikel 1 bedoelde Raad.

Art. 19. De Zoneraad vervult de bij artikel 18 bepaalde opdrachten op basis van een consensus.

Wanneer deze niet kan worden bereikt, neemt de Raad zijn beslissingen, brengt hij adviezen uit, formuleert zijn voorstellen en vervult de bij artikel 18 bedoelde opdrachten, op basis van een stemming uitgebracht bij een twee-derde meerderheid van de aanwezige leden bij stemgerechtigd zijn.

Desgevallend wordt een minoriteitsnota toegevoegd.

Art. 20. De personen die deelnemen aan de vergaderingen van de verschillende Zoneraden worden geacht als zijnde in dienstactiviteit.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Brussel, 26 september 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 218

[98/29532]

19 OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, ainsi que le tableau y annexé

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifié en dernier lieu par le décret du 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 20 mai 1998;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 31 août 1998;

Vu le premier avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 janvier 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 août 1998;

Vu le second avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 septembre 1998;

Vu l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu le protocole du 6 octobre 1998 du Comité du Secteur IX;

Sur proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 octobre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2, chapitre G « Du personnel auxiliaire d'éducation », rubrique « surveillant éducateur », point a) de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1997, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « d'instituteur maternel » sont insérés entre les termes « du diplôme » et les termes « d'instituteur primaire »;

2° les termes « ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court » sont ajoutés après les termes « de plein exercice ».

Art. 2. Dans le même article 2, même chapitre G, rubrique « Surveillant-éducateur d'internat », point a), du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1997, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « d'instituteur maternel » sont insérés entre les termes « du diplôme » et les termes « d'instituteur primaire »;

2° les termes « ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court » sont ajoutés après les termes « de plein exercice ».

Art. 3. Dans le même article 2, même chapitre G, rubrique « secrétaire-bibliothécaire », les modifications suivantes sont apportées :

1° au point a) :

1. l'échelle 145 est remplacée par l'échelle 145/1;

2. les termes « d'instituteur maternel » sont insérés entre les termes « du diplôme » et les termes « d'instituteur primaire »;

3. les termes « ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court » sont insérés entre les termes « de plein exercice » et les termes « et du certificat requis »;

4. les termes « et du certificat requis » sont remplacés par les termes « chacun des diplômes précités étant complété par le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique »;